

**Mot introductif de la Semaine de l'Histoire de l'océan
Indien 18 au 23 novembre 2013 à la Mairie de
Saint-Denis**
Prosper Eve

► **To cite this version:**

Prosper Eve. Mot introductif de la Semaine de l'Histoire de l'océan Indien 18 au 23 novembre 2013 à la Mairie de Saint-Denis. *Revue Historique de l'océan Indien*, Association historique internationale de l'océan Indien, 2014, Saint-Denis : Histoire politique et culturelle d'une capitale depuis le XVIIIe siècle, pp.09-12. hal-03249177

HAL Id: hal-03249177

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03249177>

Submitted on 4 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Mot introductif de la Semaine de l'Histoire de l'océan Indien
18 au 23 novembre 2013 à la Mairie de Saint-Denis**

Prosper Eve
Professeur d'Histoire Moderne
Université de La Réunion
CRESOI – OIES
Président de l'AHIOI

Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les Professeurs,
Chers étudiants et étudiants,
Chers amis,

En tant que président de l'Association Historique Internationale de l'Océan Indien, je suis heureux d'ouvrir cette quatrième édition de la *Semaine de l'Histoire de l'océan Indien*. La tenue de cette manifestation a jusqu'ici respecté une règle, celle de l'unité de temps ; cette année, petite innovation, une seconde règle est appliquée, celle de l'unité de lieu. Pour des raisons de commodité, toutes nos séances de travail se dérouleront dans un même lieu, ici, à la mairie de Saint-Denis. Nous ne migrerons pas.

Compte tenu des restrictions budgétaires subies par notre association en 2012 et 2013 de la part de deux institutions (Conseil général et DAC-OI), la tenue de cette manifestation n'aurait pas été possible sans un soutien plus prononcé de la mairie de Saint-Denis qui nous accueille. Ce partenariat avec la ville est ancien, mais il s'est renforcé depuis que celle-ci a obtenu le label « Ville d'Art et d'Histoire ».

J'adresse mes remerciements à M. le Maire ainsi qu'à notre interlocuteur, son chargé de mission au label, M. Laurent Segelstein, et à son équipe.

Je tiens à remercier également les chercheurs locaux qui ont répondu à notre appel pour cette première séquence de la Semaine de l'Histoire de l'océan Indien.

Je remercie enfin les services du rectorat de La Réunion (la DAAC) et notamment Michèle Marimoutou pour son investissement afin de faire connaître cet événement auprès des enseignants d'Histoire et de Géographie.

Cette édition est vraiment fille des précédentes. Sa morphologie est identique. Cette semaine reste divisée en trois moments : les deux premières journées, les 18 et 19 novembre sont consacrées au thème *Histoire politique et culturelle de Saint-Denis depuis le XVIII^e siècle*, les trois suivantes, les 20, 21 et 22 novembre au thème *Histoire et environnement dans les pays de l'indianocéanie du XV^e siècle à nos jours* et enfin la dernière journée est comme à l'accoutumée réservée à des réflexions nouvelles sur l'esclavage. Ce moment ultime permet à l'Association Historique Internationale de

l'Océan Indien (A.H.I.O.I.) de commémorer à sa manière l'abolition de l'esclavage à La Réunion, le 20 décembre.

Il me revient de justifier à présent le thème de notre premier colloque. Du XVIII^e siècle à nos jours, comme tout le reste de l'île, la capitale fait l'expérience de la monarchie, de la république, de l'Empire, du régime de Vichy. De la Première assemblée constituante à la Cinquième République, du suffrage censitaire au suffrage universel masculin et au vote des femmes, Saint-Denis joue sa propre partition. Elle fait l'expérience de la fraude, dès que ses hommes en 1789 soutiennent l'idée du vote des femmes par procuration, de la fraude et de la violence électorales, lorsque pendant la campagne électorale pour élire la deuxième assemblée constituante, Alexis de Villeneuve meurt le 25 mai 1946 par balle à proximité de l'église cathédrale ou lorsque le 29 mai 1958, François Coupou meurt assassiné, ou enfin lorsqu'Eliard Laude le 15 mars 1959 tombe à Sainte-Clotilde. Après le départ de la gauche au pouvoir en 1957, il faut attendre 1989 – soit trente-deux ans – pour que la gauche renoue avec la victoire à Saint-Denis.

Adam Smith disait que « la culture dissipe la mauvaise humeur des nations » ; ce qui veut dire qu'une vie culturelle riche contribue à l'amélioration de la qualité de vie générale. Spectacles et fêtes sont nécessaires au déchargement des tensions collectives. La vie culturelle d'un pays est gage de liberté. Les œuvres d'art révèlent les conflits, posent les questions de fond ; le théâtre est un lieu de réflexion politique (de Sophocle à Brecht). L'intervention de l'Etat en matière culturelle est justifiée par la particularité du produit culturel. Le développement culturel, par les aides à la création, a pour but de constituer un legs pour les générations futures ; et l'entretien du patrimoine vise à ne pas épuiser les biens hérités. La tradition d'intervention du pouvoir en matière culturelle commence avec François I^{er} et Louis XIV, qui soutiennent les artistes par des bourses et commandent des œuvres d'art. Cette tradition s'est perpétuée. Le préambule de la constitution de 1946 intégré à la Constitution de 1958 affirme que « la nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ».

Evidemment, politique et culture ne peuvent être dissociées, car c'est bien le pouvoir politique qui cherche depuis toujours à contrôler les initiatives individuelles en la matière, qui opère les choix majeurs en termes d'infrastructures et de moyens, qui les impulse, qui aujourd'hui valide et aide parfois les initiatives associatives, qui comptabilise les productions culturelles en vue de réclamer sa quote-part de taxes. Cette lecture est importante, car le point de mire – Saint-Denis de La Réunion – est une terre d'hybridité coloniale. Du temps de l'esclavage à celui de l'engagisme – soit pendant plus de deux siècles et demi – elle a accueilli sur son sol des hommes et des femmes venus de Madagascar, d'Inde, d'Afrique et d'Asie, elle a vécu tous les réajustements culturels possibles. L'hybridité est le nom de ce déplacement de valeur du symbole au signe qui fait se cliver le discours

dominant sur l'axe de son pouvoir pour être représentatif, doué d'autorité. L'hybridité n'est pas un troisième terme qui résout la tension entre deux cultures, dans un jeu dialectique de « reconnaissance ». La spécificité coloniale, doublement inscrite, ne produit pas un miroir où le soi s'appréhende lui-même ; c'est l'écran clivé du soi et de son double, l'hybride. L'hybridité est un problème de représentation coloniale et d'individuation qui inverse les effets du déni colonial, de sorte que d'autres savoirs niés se surimposent au discours dominant et éloignent le fondement de son autorité – ses règles de reconnaissance. Ce qui est aliénant dans la présence de l'hybride – dans la réévaluation du symbole de l'autorité nationale comme le signe de la différence coloniale – c'est que la différence des cultures ne peut plus être simplement identifiée ou évaluée comme un objet de contemplation épistémologique ou morale : les différences culturelles ne sont pas là simplement pour être vues ou appropriées.

Dans son ouvrage *Orientalism* paru en 1978, Edward Saïd analyse comment l'Occident a construit l'Orient. Les travaux scientifiques menés ensuite se sont appesantis sur la déconstruction de l'histoire des relations culturelles entre les métropoles et leurs anciennes colonies afin de tenter de comprendre les formes complexes des dispositifs culturels et de l'appareillage mental qui ont été à la fois des corollaires et des conditions de possibilités de l'expansion et de la domination coloniale. Cette réflexion se poursuit sur les régimes de filiations et de transformation de ces dispositifs. Un groupe de chercheurs indiens en sciences sociales produit même une histoire des *Subaltern studies* c'est-à-dire du peuple exclu du pouvoir politique, économique ou culturel. Le champ de la culture coloniale est vaste et complexe.

Après avoir été classée ville d'Art et d'Histoire, Saint-Denis a besoin de travaux pour donner chair à ce label. L'approfondissement de l'étude de l'histoire de la capitale étant devenu une nécessité, notre choix et notre investissement s'admettent aisément. Notre partenariat avec l'institution est loyal dans la mesure où nous essayons de tenir compte dans nos travaux des besoins et des attentes de la municipalité. Si des travaux existent sur cette histoire, une relecture des faits est toujours possible. Mais comme les pans restés dans l'ombre sont nombreux, notamment le jeu démocratique depuis l'époque révolutionnaire, l'interpellation de la capitale lors des grands tournants politiques (lieu de réception des informations, lieu de passage des politiques nationaux et internationaux...), les enjeux culturels, les lieux de diffusion de la culture, les lieux de production de la culture, le patrimoine culturel et les politiques de protection de ce patrimoine matériel (industriel, religieux, social...) et immatériel (musical, danse, théâtre, conte...) la recherche peut se poursuivre sans trop se soucier des risques de redondance.

Ce colloque aborde l'Histoire politique et culturelle de Saint-Denis, mais je tiens à rappeler que les préoccupations du chercheur ne sont pas celles du politique. Le politique a besoin d'outils pour asseoir des décisions

sages dans ses différents domaines de compétence. Chaque fois que faire se peut, il doit encourager la recherche, mais celle-ci doit travailler dans le respect de sa déontologie et de sa méthodologie.

Bon colloque à tous. Que vos débats soient fructueux !